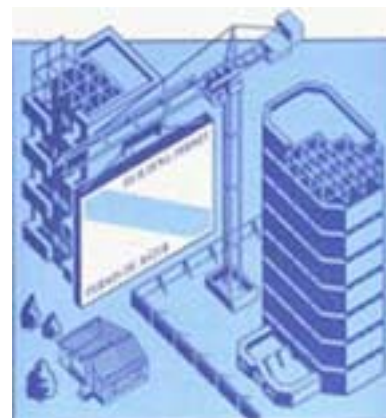




Nº 64-001-XIF au catalogue

Permis de bâtir

Février 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4646).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 15 \$ CAN l'exemplaire et de 156 \$ CAN pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à ***www.statcan.ca***, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Février 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro de l'issue, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Avril 2005

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 49, n° 2

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciement

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- P. Koumanakos, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- É. Saint-Pierre, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- D. Legault, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2005 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
Division de l'investissement et
du stock de capital
Section des indicateurs courants
de l'investissement
9 D-2, Édifice Jean Talon
Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
ou en téléphonant
au : (613) 951-4646

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Février 2005	6
Logement : forte demande de logements unifamiliaux	6
Rebondissement des projets de construction non résidentielle après deux baisses mensuelles	7
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
Tableau 1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
Tableau 2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
Tableau 3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
Tableau 4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
Tableau 5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2005	17
Tableau 6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2005	19
Tableau 7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2005	22
Tableau 8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2005	24
Tableau 9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2005	25
Tableau 10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2005	26
Tableau 11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2005	28
Tableau 12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2005	29
Tableau 13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2005	30
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	31
Sources de données et méthodologie	32
Concepts et variables observées	34
Catégories de bâtiments	35

Table des matières – suite

Exactitude des données	37
Comparabilité des données et sources connexes	38

Appendice

I. Abréviations géographiques	39
-------------------------------	----

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total	9
3. Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple	9
4. Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total	10
5. Valeur commerciale des permis de bâtir	10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir	11
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	11

Faits saillants

- L'activité dans la construction pourrait s'intensifier au cours des prochains mois, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités ayant atteint son troisième niveau le plus élevé jamais enregistré en février. Des hausses dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel ont entraîné une progression de 13,5 % de la valeur des permis, qui est passée à 5,06 milliards de dollars.

Analyse – Février 2005

L'activité dans la construction pourrait s'intensifier au cours des prochains mois, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités ayant atteint son troisième niveau le plus élevé jamais enregistré en février.

Des hausses dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel ont entraîné une progression de 13,5 % de la valeur des permis, qui est passée à 5,06 milliards de dollars. Cela a fait suite à une baisse de 11,1 % en janvier.

C'est la troisième fois au cours des quatre derniers mois que la valeur des permis dépasse la barre des 5 milliards de dollars. Le total de février était inférieur à celui de deux mois seulement, soit celui atteint en juin 2004 (5,31 milliards de dollars) et celui de novembre 2004 (5,08 milliards de dollars). La valeur des permis de construction est considérée comme un indicateur avancé de l'activité de construction.

Du côté résidentiel, les intentions de construction de logements ont crû de 11,8 % et atteint 3,4 milliards de dollars en février, soit une quatrième croissance mensuelle au cours des cinq derniers mois. Ce niveau était inférieur de seulement 1,4 % au sommet atteint en juin dernier. Les intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux ont affiché une importante croissance.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a atteint 1,7 milliard de dollars, en hausse de 17,1 %, alors qu'elle avait affiché une baisse de 17,8 % en janvier. Chacune des trois composantes (commerciale, industrielle et institutionnelle) expliquait cet excellent résultat. La tendance de la valeur des permis de construction non résidentielle est en hausse depuis mars 2004.

Depuis le début de l'année, la valeur de l'ensemble des intentions de construction a atteint 9,5 milliards de dollars, soit 12,8 % de plus que le total des deux premiers mois de 2004, qui était une année record. Les intentions de construction résidentielle ont augmenté de 13,4 % et celles du secteur non résidentiel, de 11,5 %.

Parmi les régions métropolitaines, Toronto et Edmonton ont amorcé l'année 2005 en force. À Toronto, une demande considérable de nouveaux logements multifamiliaux expliquait cette croissance. À Edmonton, les diverses catégories d'immeubles résidentiels et non résidentiels ont toutes affiché une hausse. Toutefois, la croissance de la valeur cumulative des permis de construction au pays provenait en grande partie des régions non métropolitaines.

Logement : forte demande de logements unifamiliaux

Au total, les municipalités ont approuvé la construction de 21 445 nouveaux logements en février seulement, ce qui constituait le deuxième niveau mensuel en importance au cours des 15 dernières années.

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux, le plus important facteur contribuant au secteur de l'habitation, a crû de 14,1 % pour atteindre 2,2 milliards de dollars en février. En ce qui a trait aux logements multifamiliaux, les municipalités ont délivré pour 1,2 milliard de dollars de permis, en hausse de 7,9 %. Cela faisait suite à une croissance de 28,9 % observée en janvier.

Plusieurs facteurs ont contribué à la vigueur dans le secteur de l'habitation, soit les taux hypothécaires bas et stables, la croissance du revenu disponible, la situation favorable de l'emploi, et le niveau de confiance élevé des consommateurs.

En février, la valeur des permis de construction résidentielle a crû dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador. D'importantes hausses ont été enregistrées au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta. En Alberta, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint un sommet de 500 millions de dollars.

La valeur totale des permis de construction de logements unifamiliaux délivrés au cours des deux premiers mois de 2005 a été de 8,0 % supérieure à celle de la même période en 2004. La valeur cumulative des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 24,6 % pendant cette même période.

À l'exception du Nouveau-Brunswick, toutes les provinces ont affiché de bons résultats cumulatifs dans le secteur résidentiel. Les plus importantes progressions ont été observées en Ontario et en Alberta.

Rebondissement des projets de construction non résidentielle après deux baisses mensuelles

En février, on a observé un rebondissement de la valeur des permis de construction non résidentielle à la suite de deux diminutions mensuelles consécutives.

Dans la composante institutionnelle, les intentions ont crû de 31,8 % et atteint 396 millions de dollars, après deux baisses mensuelles considérables. La majorité de ces projets se classaient dans les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles gouvernementaux.

La valeur des permis de construction commerciale a crû de 7,3 % pour atteindre 1,1 milliard de dollars, à la suite d'une hausse des intentions dans les catégories des immeubles à bureaux et des entrepôts. Cette croissance, une troisième de suite, a permis au secteur commercial d'atteindre son plus haut niveau depuis août 1989.

Les intentions dans la composante industrielle ont grimpé de 51,8 % pour se situer à 228 millions de dollars, à la suite de deux importantes baisses. Toutes les catégories industrielles ont affiché une croissance par rapport à janvier, mais l'augmentation provenait principalement de la catégorie de la construction d'usines de fabrication.

La valeur des permis de construction non résidentielle a progressé dans 17 des 28 régions métropolitaines de recensement. L'augmentation la plus prononcée est survenue à Toronto, à la suite d'une importante hausse dans les trois composantes. À l'opposé, Edmonton a enregistré la plus forte baisse, surtout en raison d'une diminution des intentions de construction industrielle et commerciale.

À l'échelon provincial, l'Ontario a bénéficié de l'augmentation la plus forte dans le secteur non résidentiel (+47,2 % pour une valeur totale de 826 millions de dollars), en raison de hausses considérables dans chacune des trois composantes. En particulier, la valeur des permis de construction commerciale en Ontario a atteint son plus haut niveau depuis janvier 2001. À l'opposé, une importante baisse dans la composante commerciale a fait en sorte que l'Alberta a enregistré la plus forte diminution (-21,1 % pour une valeur totale de 252 millions de dollars).

Les indicateurs économiques affichaient un certain niveau d'incertitude, surtout dans les secteurs de la fabrication. L'utilisation de la capacité industrielle n'a enregistré qu'une légère croissance au quatrième trimestre de 2004, en raison de la faible valeur des exportations. Un fléchissement de la demande internationale a eu une incidence particulièrement grande sur le secteur de la fabrication, où l'utilisation de la capacité a stagné.

Les taux d'inoccupation des immeubles à bureaux ont diminué dans tous les grands marchés en 2004, si bien que le taux d'inoccupation national a diminué entre le troisième et le quatrième trimestre. Au même moment, les taux d'inoccupation dans le secteur industriel n'ont à peu près pas changé.

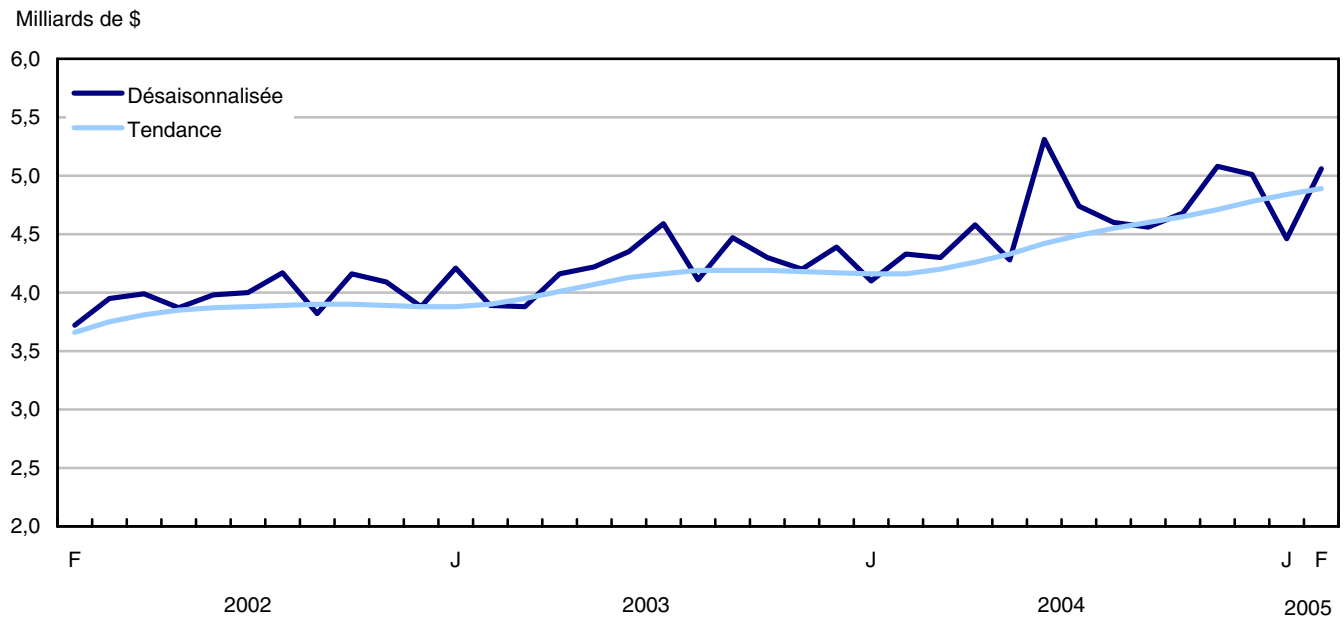
Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint 3,1 milliards de dollars, soit 11,5 % de plus qu'au cours des deux premiers mois de 2004.

Seules les intentions de construction de projets commerciaux ont contribué à cette progression, ayant augmenté de 26,6 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars. La valeur cumulative de la construction de bâtiments industriels a atteint 378 millions de dollars, soit 5,8 % de moins qu'à la même période en 2004. Les intentions de la composante institutionnelle ont fléchi de 10,8 % et se sont fixées à 697 millions de dollars.

Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a enregistré la plus importante croissance cumulative, dans le sillage de fortes augmentations de la valeur des permis de construction non résidentielle dans l'ensemble de la province. Le Québec a enregistré la plus forte baisse en raison d'un fléchissement dans chacune des trois composantes.

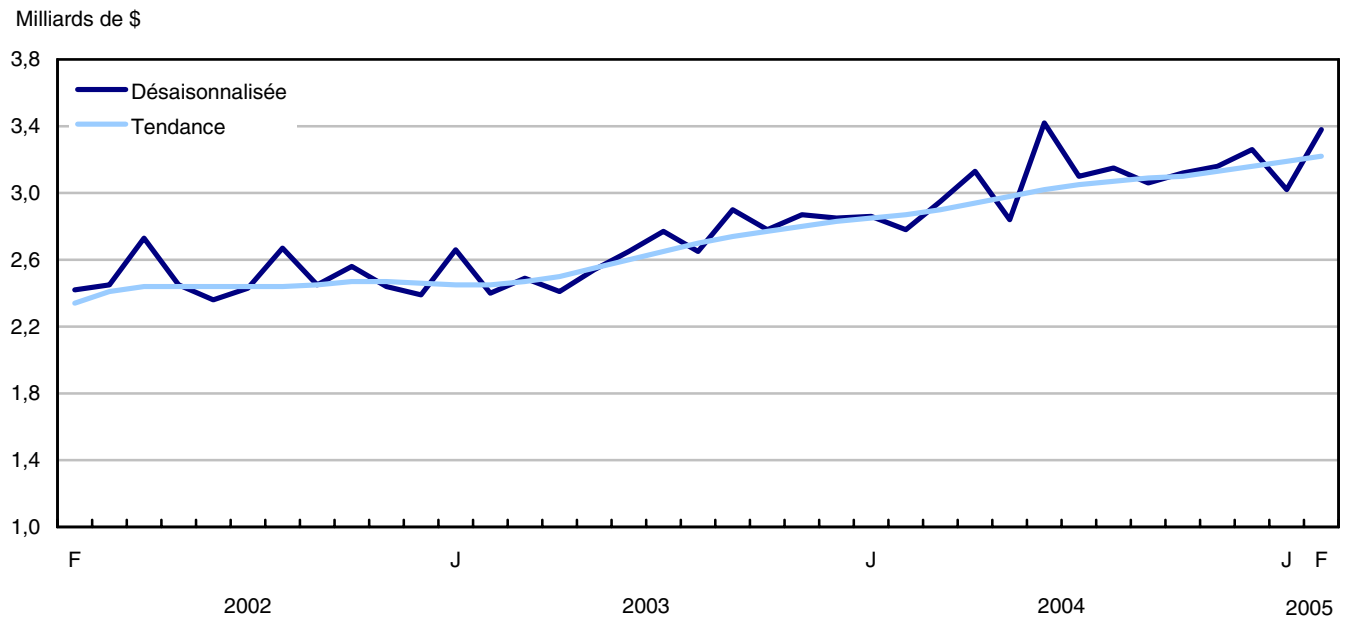
Graphique 1

Valeur totale des permis de bâtir



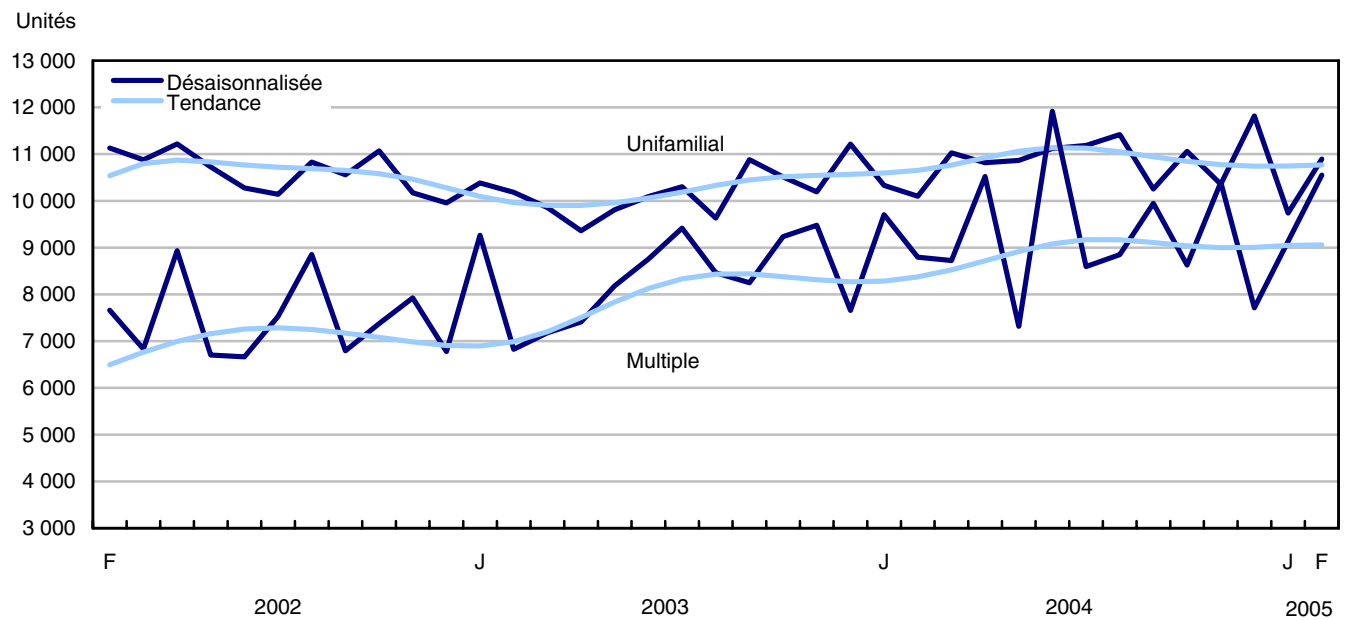
Graphique 2

Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total



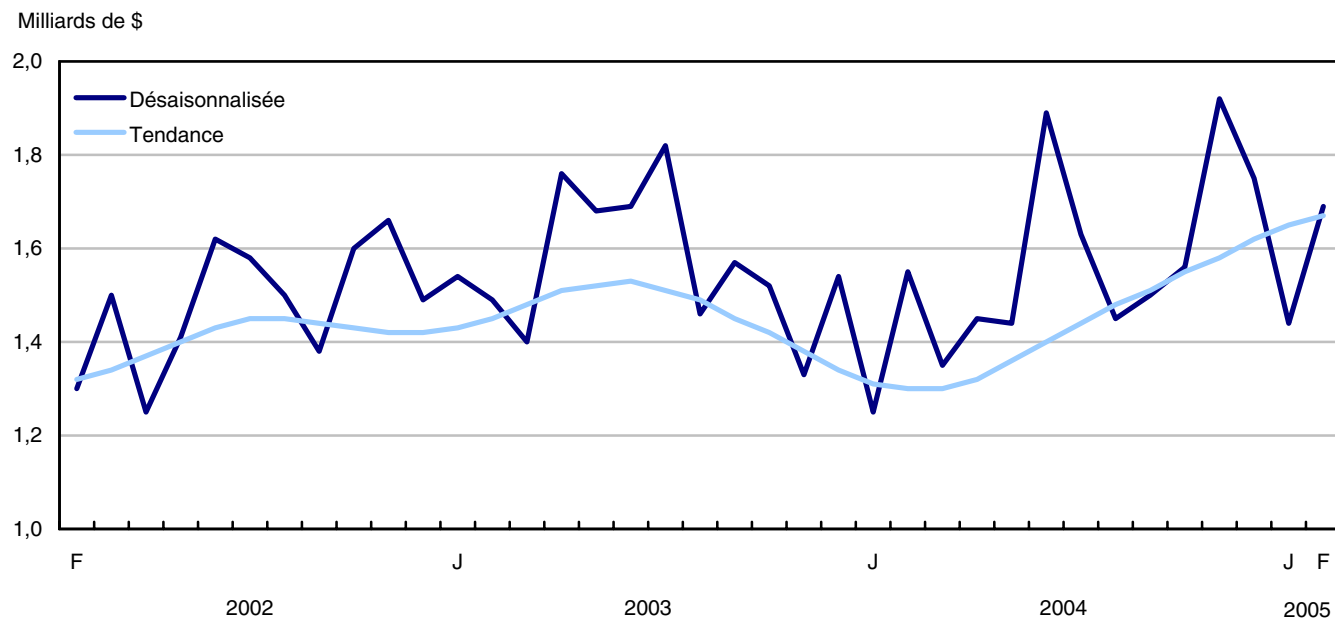
Graphique 3

Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple



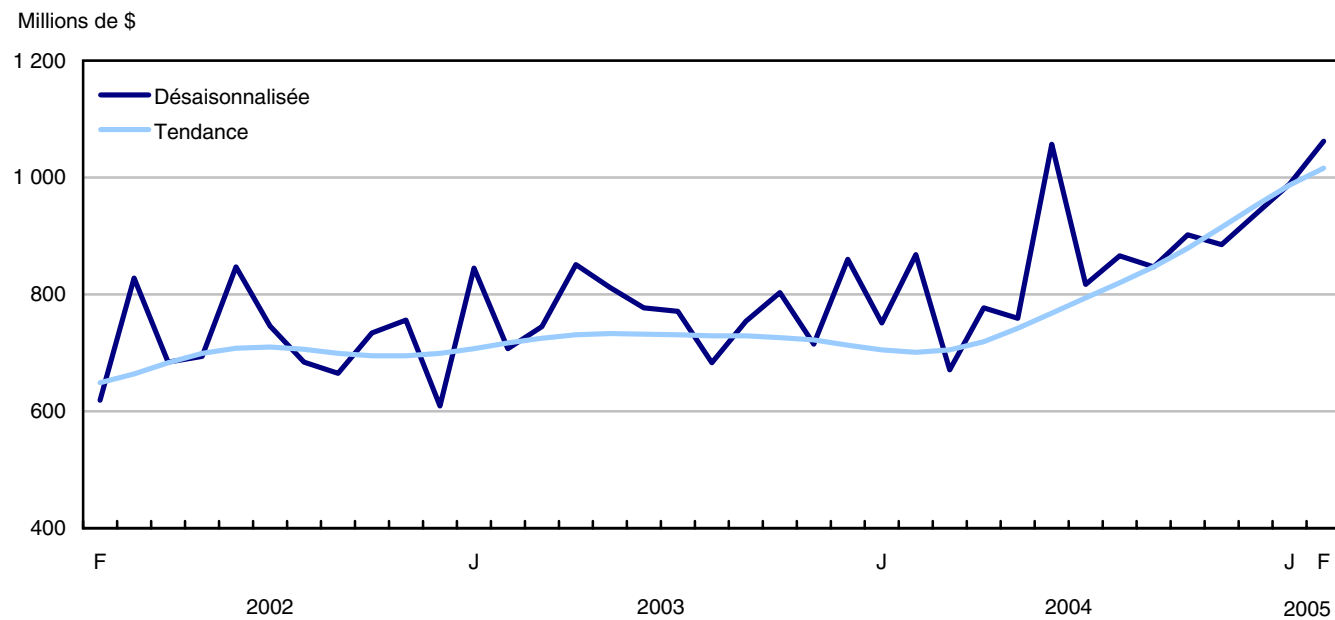
Graphique 4

Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total



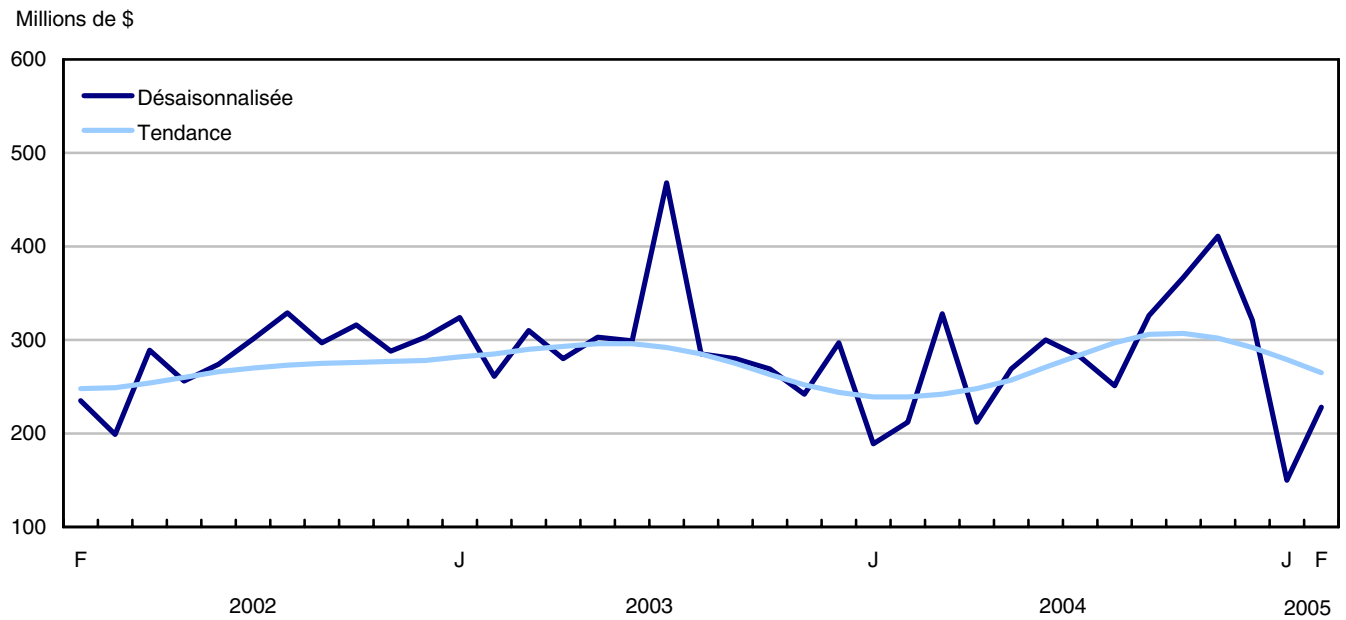
Graphique 5

Valeur commerciale des permis de bâtir



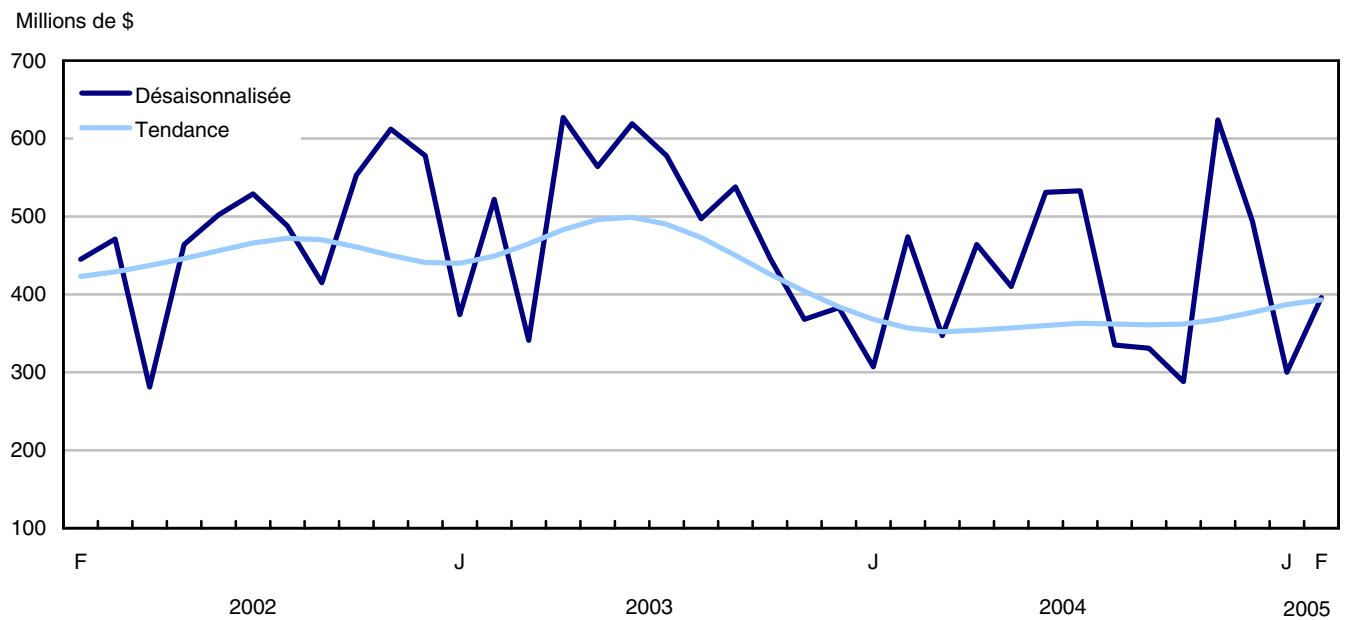
Graphique 6

Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7

Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

62-202-X Les habitudes de dépenses au Canada

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002 Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus
026-0015	Permis de bâtir, indicateur avancé et indices valeur totale, désaisonnalisées

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Le Canada en statistiques - Valeur des permis de bâtir, par provinces et territoires (mensuel)*
- *Le Canada en statistiques - Valeur des permis de bâtir*
- *Le Canada en statistiques - Indicateurs économiques, par provinces et territoires (mensuel et trimestriel)*
- *Le Canada en statistiques - Stock de logements*
- *Le Canada en statistiques - Valeur des permis de construction, provinces et territoires*
- *Le Canada en statistiques - Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2005		Février à janvier	Janvier à Décembre	Décembre à Novembre	Novembre à Octobre	Octobre à Septembre	Septembre à Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	5 060 689	4 457 681	13,5	-11,1	-1,3	8,6	2,6	-0,9
Terre-Neuve-et-Labrador	33 156	37 864	-12,4	1,1	-12,9	-27,3	48,2	-18,6
Île-du-Prince-Édouard	24 871	12 861	93,4	-28,9	-19,3	-42,1	188,1	-19,3
Nouvelle-Écosse	62 214	62 327	-0,2	-21,6	-25,8	11,5	17,8	-22,4
Nouveau-Brunswick	53 725	44 204	21,5	-2,9	-23,6	-43,2	20,6	34,7
Québec	980 055	890 969	10,0	8,0	-28,1	17,4	3,4	3,1
Ontario	2 224 374	1 869 738	19,0	-26,3	29,3	-3,2	8,9	-11,2
Manitoba	81 946	71 772	14,2	-25,8	2,5	18,4	-34,9	37,3
Saskatchewan	49 643	69 189	-28,3	30,6	-26,3	6,9	-19,6	18,9
Alberta	751 658	742 416	1,2	12,2	-14,3	14,5	17,4	0,7
Colombie-Britannique	794 147	652 427	21,7	0,7	-18,1	49,0	-25,8	17,7
Territoire du Yukon	2 052	3 347	-38,7	8,4	22,2	-74,3	172,7	-24,8
Territoires du Nord-Ouest	2 446	564	333,7	-93,2	183,7	-75,3	-57,4	266,6
Nunavut	402	3	13 300,0	-88,0	-96,1	126,1	-93,2	91,4

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2005		Février à janvier	Janvier à Décembre	Décembre à Novembre	Novembre à Octobre	Octobre à Septembre	Septembre à Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 685 678	1 439 628	17,1	-17,8	-8,8	23,4	3,5	3,6
Terre-Neuve-et-Labrador	8 229	7 265	13,3	-15,4	-0,8	-65,0	152,7	-51,1
Île-du-Prince-Édouard	12 695	1 272	898,0	-83,1	-13,7	-59,6	1 924,7	-85,5
Nouvelle-Écosse	14 334	16 863	-15,0	-24,2	-47,7	18,4	25,5	-15,6
Nouveau-Brunswick	12 558	12 117	3,6	-9,0	-31,5	-68,4	33,8	115,1
Québec	261 209	270 539	-3,4	24,6	-33,2	12,0	8,0	-1,2
Ontario	826 107	561 247	47,2	-35,9	-7,2	32,2	2,0	5,3
Manitoba	30 282	26 097	16,0	-38,5	21,9	20,0	-53,4	74,7
Saskatchewan	18 827	38 845	-51,5	53,8	-29,1	24,7	-33,6	45,3
Alberta	252 062	319 565	-21,1	12,6	3,1	17,7	46,5	-4,1
Colombie-Britannique	247 730	184 897	34,0	-26,3	11,6	107,4	-34,5	-15,4
Territoire du Yukon	124	610	-79,7	2 950,0	-97,3	-86,1	927,6	-61,2
Territoires du Nord-Ouest	1 119	311	259,8	-94,5	249,5	-64,8	-75,3	292,8
Nunavut	402	0	-100,0	...	-100,0	855,0

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2005		Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à Décembre	à Novembre	à Octobre	à Septembre	à Août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 375 011	3 018 053	11,8	-7,5	3,3	1,2	2,1	-2,9
Terre-Neuve-et-Labrador	24 927	30 599	-18,5	6,0	-15,9	-0,2	14,2	3,8
Île-du-Prince-Édouard	12 176	11 589	5,1	9,9	-22,9	-19,8	38,0	33,8
Nouvelle-Écosse	47 880	45 464	5,3	-20,6	-11,5	7,3	13,6	-25,6
Nouveau-Brunswick	41 167	32 087	28,3	-0,4	-19,8	-7,3	5,7	-5,1
Québec	718 846	620 430	15,9	2,1	-26,0	19,7	1,6	5,0
Ontario	1 398 267	1 308 491	6,9	-21,3	63,0	-22,4	13,1	-18,9
Manitoba	51 664	45 675	13,1	-15,9	-8,8	17,4	-15,7	12,4
Saskatchewan	30 816	30 344	1,6	9,4	-23,4	-6,3	-4,7	-0,3
Alberta	499 596	422 851	18,1	11,9	-23,9	12,8	6,2	2,7
Colombie-Britannique	546 417	467 530	16,9	17,8	-29,9	34,0	-23,2	33,4
Territoire du Yukon	1 928	2 737	-29,6	-10,8	70,6	-61,0	48,9	-11,2
Territoires du Nord-Ouest	1 327	253	424,5	-90,4	102,2	-82,0	-21,3	223,3
Nunavut	0	3	-100,0	-88,0	-95,6	100,0	-91,2	55,0

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2005		Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à Décembre	à Novembre	à Octobre	à Septembre	à Août
	unités		variation en pourcentage					
Canada	257 352	226 524	13,6	-3,3	-5,9	5,4	-2,5	-0,3
Terre-Neuve-et-Labrador	2 076	2 400	-13,5	-1,0	-16,2	5,7	5,1	4,3
Île-du-Prince-Édouard	852	912	-6,6	-16,5	0,0	-28,9	62,0	6,8
Nouvelle-Écosse	3 036	3 324	-8,7	-29,3	-9,7	11,3	12,1	-33,5
Nouveau-Brunswick	4 188	2 712	54,4	-24,4	-3,5	-22,1	9,6	-1,1
Québec	61 416	54 840	12,0	2,2	-17,0	13,3	-1,2	4,8
Ontario	98 808	87 132	13,4	-18,4	34,3	-8,9	3,8	-15,7
Manitoba	3 876	3 684	5,2	-21,1	1,8	14,4	-19,9	19,5
Saskatchewan	2 484	3 168	-21,6	62,0	-36,3	-36,0	8,4	21,0
Alberta	45 684	35 592	28,4	17,4	-37,2	18,3	9,2	3,0
Colombie-Britannique	34 524	32 712	5,5	32,3	-31,1	33,3	-33,3	35,9
Territoire du Yukon	156	0	...	-100,0	41,7	-64,7	41,7	-7,7
Territoires du Nord-Ouest	252	48	425,0	-73,3	400,0	-97,0	52,3	2 066,7
Nunavut	0	0	-100,0	0,0	-90,9	120,0

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2005

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Janvier ^r	9 741	9 136	18 877	3 018 053	150 159	989 056	300 413	1 439 628	4 457 681
Février ^p	10 893	10 553	21 446	3 375 011	227 965	1 061 626	396 087	1 685 678	5 060 689
Cumulatif janv. - févr. 2005	20 634	19 689	40 323	6 393 064	378 124	2 050 682	696 500	3 125 306	9 518 370
Cumulatif janv. - févr. 2004	20 431	18 500	38 931	5 635 645	401 449	1 619 496	780 827	2 801 772	8 437 417
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^r	166	34	200	30 599	74	2 810	4 381	7 265	37 864
Février ^p	161	12	173	24 927	298	5 291	2 640	8 229	33 156
Cumulatif janv. - févr. 2005	327	46	373	55 526	372	8 101	7 021	15 494	71 020
Cumulatif janv. - févr. 2004	359	47	406	54 299	489	12 051	1 155	13 695	67 994
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier ^r	76	0	76	11 589	650	302	320	1 272	12 861
Février ^p	69	2	71	12 176	150	11 947	598	12 695	24 871
Cumulatif janv. - févr. 2005	145	2	147	23 765	800	12 249	918	13 967	37 732
Cumulatif janv. - févr. 2004	140	6	146	17 057	50	1 025	5 016	6 091	23 148
Nouvelle-Écosse									
Janvier ^r	244	33	277	45 464	622	12 447	3 794	16 863	62 327
Février ^p	248	5	253	47 880	2 135	11 498	701	14 334	62 214
Cumulatif janv. - févr. 2005	492	38	530	93 344	2 757	23 945	4 495	31 197	124 541
Cumulatif janv. - févr. 2004	508	119	627	87 218	2 234	29 251	6 979	38 464	125 682
Nouveau-Brunswick									
Janvier ^r	196	30	226	32 087	1 016	3 670	7 431	12 117	44 204
Février ^p	323	26	349	41 167	410	11 160	988	12 558	53 725
Cumulatif janv. - févr. 2005	519	56	575	73 254	1 426	14 830	8 419	24 675	97 929
Cumulatif janv. - févr. 2004	521	22	543	76 744	3 596	8 208	1 894	13 698	90 442
Québec									
Janvier ^r	2 071	2 499	4 570	620 430	17 764	197 156	55 619	270 539	890 969
Février ^p	2 259	2 859	5 118	718 846	36 020	156 146	69 043	261 209	980 055
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 330	5 358	9 688	1 339 276	53 784	353 302	124 662	531 748	1 871 024
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 219	5 873	10 092	1 291 305	85 548	381 365	217 101	684 014	1 975 319
Ontario									
Janvier ^r	3 295	3 966	7 261	1 308 491	73 226	340 423	147 598	561 247	1 869 738
Février ^p	4 122	4 112	8 234	1 398 267	114 176	468 003	243 928	826 107	2 224 374
Cumulatif janv. - févr. 2005	7 417	8 078	15 495	2 706 758	187 402	808 426	391 526	1 387 354	4 094 112
Cumulatif janv. - févr. 2004	7 820	5 952	13 772	2 281 498	219 507	668 181	440 935	1 328 623	3 610 121
Manitoba									
Janvier ^r	303	4	307	45 675	396	23 517	2 184	26 097	71 772
Février ^p	306	17	323	51 664	2 150	25 349	2 783	30 282	81 946
Cumulatif janv. - févr. 2005	609	21	630	97 339	2 546	48 866	4 967	56 379	153 718
Cumulatif janv. - févr. 2004	621	70	691	94 848	10 404	36 031	15 733	62 168	157 016
Saskatchewan									
Janvier ^r	155	109	264	30 344	1 349	29 169	8 327	38 845	69 189
Février ^p	166	41	207	30 816	3 377	12 790	2 660	18 827	49 643
Cumulatif janv. - févr. 2005	321	150	471	61 160	4 726	41 959	10 987	57 672	118 832
Cumulatif janv. - févr. 2004	309	49	358	54 242	5 514	23 346	8 804	37 664	91 906
Alberta									
Janvier ^r	2 116	850	2 966	422 851	34 223	268 203	17 139	319 565	742 416
Février ^p	2 136	1 671	3 807	499 596	54 508	162 654	34 900	252 062	751 658
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 252	2 521	6 773	922 447	88 731	430 857	52 039	571 627	1 494 074
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 478	2 428	5 906	705 990	42 025	216 899	37 741	296 665	1 002 655

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2005

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
Colombie-Britannique									
Janvier ^r	1 115	1 611	2 726	467 530	20 733	110 574	53 590	184 897	652 427
Février ^p	1 069	1 808	2 877	546 417	14 641	195 243	37 846	247 730	794 147
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 184	3 419	5 603	1 013 947	35 374	305 817	91 436	432 627	1 446 574
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 414	3 934	6 348	966 049	31 819	235 750	32 477	300 046	1 266 095
Territoire du Yukon									
Janvier ^r	0	0	0	2 737	106	474	30	610	3 347
Février ^p	13	0	13	1 928	90	34	0	124	2 052
Cumulatif janv. - févr. 2005	13	0	13	4 665	196	508	30	734	5 399
Cumulatif janv. - févr. 2004	15	0	15	2 875	36	491	467	994	3 869
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier ^r	4	0	4	253	0	311	0	311	564
Février ^p	21	0	21	1 327	10	1 109	0	1 119	2 446
Cumulatif janv. - févr. 2005	25	0	25	1 580	10	1 420	0	1 430	3 010
Cumulatif janv. - févr. 2004	26	0	26	2 620	227	6 868	4 005	11 100	13 720
Nunavut									
Janvier ^r	0	0	0	3	0	0	0	0	3
Février ^p	0	0	0	0	0	402	0	402	402
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	0	0	3	0	402	0	402	405
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	0	1	900	0	30	8 520	8 550	9 450

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2005

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Janvier r	32	3	35	5 775	6 074	1 319	0	7 393	13 168
Février p	32	40	72	9 396	1 303	7 401	1 141	9 845	19 241
Cumulatif janv. - févr. 2005	64	43	107	15 171	7 377	8 720	1 141	17 238	32 409
Cumulatif janv. - févr. 2004	112	21	133	18 930	2 458	1 841	818	5 117	24 047
Calgary, Alberta									
Janvier r	746	79	825	146 762	9 321	37 033	4 342	50 696	197 458
Février p	729	466	1 195	188 241	14 320	89 837	10 960	115 117	303 358
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 475	545	2 020	335 003	23 641	126 870	15 302	165 813	500 816
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 402	780	2 182	290 031	4 042	96 475	14 267	114 784	404 815
Edmonton, Alberta									
Janvier r	642	661	1 303	149 164	18 386	69 708	9 387	97 481	246 645
Février p	624	778	1 402	141 168	5 125	23 313	14 751	43 189	184 357
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 266	1 439	2 705	290 332	23 511	93 021	24 138	140 670	431 002
Cumulatif janv. - févr. 2004	993	1 368	2 361	214 957	5 812	54 730	15 894	76 436	291 393
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario									
Janvier r	6	0	6	2 709	37	11 834	5 567	17 438	20 147
Février p	9	0	9	2 515	337	1 617	1 501	3 455	5 970
Cumulatif janv. - févr. 2005	15	0	15	5 224	374	13 451	7 068	20 893	26 117
Cumulatif janv. - févr. 2004	8	0	8	2 120	13	911	1 651	2 575	4 695
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier r	93	19	112	19 911	0	9 260	67	9 327	29 238
Février p	86	5	91	19 730	1 140	7 226	200	8 566	28 296
Cumulatif janv. - févr. 2005	179	24	203	39 641	1 140	16 486	267	17 893	57 534
Cumulatif janv. - févr. 2004	224	102	326	50 001	248	9 662	5 100	15 010	65 011
Hamilton, Ontario									
Janvier r	209	214	423	74 839	922	15 623	2 780	19 325	94 164
Février p	161	286	447	57 520	765	2 931	16 564	20 260	77 780
Cumulatif janv. - févr. 2005	370	500	870	132 359	1 687	18 554	19 344	39 585	171 944
Cumulatif janv. - févr. 2004	249	451	700	102 950	7 960	22 272	487	30 719	133 669
Kingston, Ontario									
Janvier r	20	3	23	3 916	90	2 091	3 356	5 537	9 453
Février p	22	0	22	3 505	96	8 334	25	8 455	11 960
Cumulatif janv. - févr. 2005	42	3	45	7 421	186	10 425	3 381	13 992	21 413
Cumulatif janv. - févr. 2004	37	10	47	7 641	214	5 357	10 781	16 352	23 993
Kitchener, Ontario									
Janvier r	171	70	241	39 165	2 421	25 567	1 039	29 027	68 192
Février p	147	104	251	41 436	1 551	14 126	1 684	17 361	58 797
Cumulatif janv. - févr. 2005	318	174	492	80 601	3 972	39 693	2 723	46 388	126 989
Cumulatif janv. - févr. 2004	388	237	625	89 969	10 952	20 674	58 629	90 255	180 224
London, Ontario									
Janvier r	140	39	179	27 818	3 055	16 998	6 455	26 508	54 326
Février p	190	264	454	58 909	6 671	17 275	2 276	26 222	85 131
Cumulatif janv. - févr. 2005	330	303	633	86 727	9 726	34 273	8 731	52 730	139 457
Cumulatif janv. - févr. 2004	337	159	496	75 371	2 194	34 623	57 731	94 548	169 919
Montréal, Québec									
Janvier r	860	1 631	2 491	326 318	9 504	136 561	4 390	150 455	476 773
Février p	919	2 041	2 960	387 132	23 848	92 194	38 497	154 539	541 671
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 779	3 672	5 451	713 450	33 352	228 755	42 887	304 994	1 018 444
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 897	3 934	5 831	738 704	61 502	224 736	126 356	412 594	1 151 298

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2005

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total		Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
Oshawa, Ontario									
Janvier ^r	141	83	224	41 935	1 244	20 963	39	22 246	64 181
Février ^p	139	111	250	43 656	14 042	3 706	11 101	28 849	72 505
Cumulatif janv. - févr. 2005	280	194	474	85 591	15 286	24 669	11 140	51 095	136 686
Cumulatif janv. - févr. 2004	183	310	493	86 229	351	13 372	930	14 653	100 882
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier ^r	126	99	225	36 065	5 449	38 308	11 345	55 102	91 167
Février ^p	196	222	418	64 800	68	73 705	92 623	166 396	231 196
Cumulatif janv. - févr. 2005	322	321	643	100 865	5 517	112 013	103 968	221 498	322 363
Cumulatif janv. - févr. 2004	442	833	1 275	188 125	1 258	63 723	45 666	110 647	298 772
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier ^r	90	34	124	16 233	1 000	3 397	846	5 243	21 476
Février ^p	100	53	153	23 787	352	3 481	1 193	5 026	28 813
Cumulatif janv. - févr. 2005	190	87	277	40 020	1 352	6 878	2 039	10 269	50 289
Cumulatif janv. - févr. 2004	248	137	385	53 298	28	13 189	510	13 727	67 025
Québec, Québec									
Janvier ^r	199	130	329	35 821	315	6 501	6 187	13 003	48 824
Février ^p	311	260	571	84 572	572	21 293	9 000	30 865	115 437
Cumulatif janv. - févr. 2005	510	390	900	120 393	887	27 794	15 187	43 868	164 261
Cumulatif janv. - févr. 2004	454	681	1 135	119 850	5 068	55 453	35 909	96 430	216 280
Regina, Saskatchewan									
Janvier ^r	44	43	87	10 426	0	19 729	6 632	26 361	36 787
Février ^p	28	0	28	5 746	2 728	2 726	682	6 136	11 882
Cumulatif janv. - févr. 2005	72	43	115	16 172	2 728	22 455	7 314	32 497	48 669
Cumulatif janv. - févr. 2004	91	6	97	16 885	3 201	7 598	6 262	17 061	33 946
Saguenay, Québec									
Janvier ^r	2	49	51	4 424	138	128	1 864	2 130	6 554
Février ^p	7	13	20	2 604	350	176	588	1 114	3 718
Cumulatif janv. - févr. 2005	9	62	71	7 028	488	304	2 452	3 244	10 272
Cumulatif janv. - févr. 2004	19	45	64	5 648	627	2 274	1 952	4 853	10 501
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier ^r	40	0	40	6 821	23	798	2	823	7 644
Février ^p	66	26	92	10 086	80	2 271	58	2 409	12 495
Cumulatif janv. - févr. 2005	106	26	132	16 907	103	3 069	60	3 232	20 139
Cumulatif janv. - févr. 2004	74	1	75	11 902	1 465	2 460	91	4 016	15 918
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier ^r	75	66	141	14 770	876	2 147	1 072	4 095	18 865
Février ^p	76	20	96	11 876	649	5 145	1 860	7 654	19 530
Cumulatif janv. - févr. 2005	151	86	237	26 646	1 525	7 292	2 932	11 749	38 395
Cumulatif janv. - févr. 2004	121	43	164	19 906	614	9 082	724	10 420	30 326
Sherbrooke, Québec									
Janvier ^r	59	22	81	10 541	365	3 222	502	4 089	14 630
Février ^p	44	85	129	13 472	706	3 672	560	4 938	18 410
Cumulatif janv. - févr. 2005	103	107	210	24 013	1 071	6 894	1 062	9 027	33 040
Cumulatif janv. - févr. 2004	83	101	184	18 870	420	8 366	1 089	9 875	28 745
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier ^r	73	57	130	21 300	315	8 337	112	8 764	30 064
Février ^p	82	41	123	19 925	436	7 042	14 613	22 091	42 016
Cumulatif janv. - févr. 2005	155	98	253	41 225	751	15 379	14 725	30 855	72 080
Cumulatif janv. - févr. 2004	164	86	250	41 888	2 116	32 530	10 778	45 424	87 312

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2005

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total		Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	86	34	120	19 193	5	2 416	3 579	6 000	25 193
Février p	94	12	106	15 576	198	4 081	136	4 415	19 991
Cumulatif janv. - févr. 2005	180	46	226	34 769	203	6 497	3 715	10 415	45 184
Cumulatif janv. - févr. 2004	262	47	309	41 113	43	11 138	615	11 796	52 909
Thunder Bay, Ontario									
Janvier r	0	17	17	1 233	4 795	2 363	7 947	15 105	16 338
Février p	0	0	0	150	63	9 961	11 164	21 188	21 338
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	17	17	1 383	4 858	12 324	19 111	36 293	37 676
Cumulatif janv. - févr. 2004	2	1	3	931	128	4 438	6 192	10 758	11 689
Toronto, Ontario									
Janvier r	799	2 626	3 425	624 816	31 828	129 502	63 651	224 981	849 797
Février p	1 756	2 631	4 387	756 296	57 280	251 954	75 633	384 867	1 141 163
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 555	5 257	7 812	1 381 112	89 108	381 456	139 284	609 848	1 990 960
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 501	3 020	6 521	1 148 918	92 058	350 075	193 290	635 423	1 784 341
Trois-Rivières, Québec									
Janvier r	12	9	21	3 039	814	9 532	0	10 346	13 385
Février p	18	32	50	5 895	280	2 710	2 860	5 850	11 745
Cumulatif janv. - févr. 2005	30	41	71	8 934	1 094	12 242	2 860	16 196	25 130
Cumulatif janv. - févr. 2004	30	67	97	10 226	786	5 455	300	6 541	16 767
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier r	377	1 095	1 472	218 894	4 850	77 869	22 193	104 912	323 806
Février p	386	741	1 127	192 549	7 814	121 329	18 696	147 839	340 388
Cumulatif janv. - févr. 2005	763	1 836	2 599	411 443	12 664	199 198	40 889	252 751	664 194
Cumulatif janv. - févr. 2004	977	3 295	4 272	592 755	7 361	158 154	17 588	183 103	775 858
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier r	85	17	102	22 318	4 734	2 705	50	7 489	29 807
Février p	102	234	336	55 651	184	7 944	6 649	14 777	70 428
Cumulatif janv. - févr. 2005	187	251	438	77 969	4 918	10 649	6 699	22 266	100 235
Cumulatif janv. - févr. 2004	168	213	381	62 524	2 904	13 011	4 491	20 406	82 930
Windsor, Ontario									
Janvier r	108	79	187	23 113	928	5 973	10 107	17 008	40 121
Février p	113	29	142	25 961	1 834	3 794	9	5 637	31 598
Cumulatif janv. - févr. 2005	221	108	329	49 074	2 762	9 767	10 116	22 645	71 719
Cumulatif janv. - févr. 2004	249	196	445	61 671	4 197	22 050	1 935	28 182	89 853
Winnipeg, Manitoba									
Janvier r	174	4	178	24 979	180	12 550	1 779	14 509	39 488
Février p	178	9	187	30 286	146	18 384	1 200	19 730	50 016
Cumulatif janv. - févr. 2005	352	13	365	55 265	326	30 934	2 979	34 239	89 504
Cumulatif janv. - févr. 2004	385	13	398	54 723	10 069	22 205	14 084	46 358	101 081

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2005

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Nombre d'unités de logement							
Canada							
Janvier ^r	5 118	19	710	1 421	3 680	213	11 161
Février ^p	7 417	13	806	1 553	4 891	492	15 172
Cumulatif janv. - févr. 2005	12 535	32	1 516	2 974	8 571	705	26 333
Cumulatif janv. - févr. 2004	12 965	41	1 362	3 190	7 999	705	26 262
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier ^r	34	0	16	0	6	0	56
Février ^p	30	0	0	0	2	1	33
Cumulatif janv. - févr. 2005	64	0	16	0	8	1	89
Cumulatif janv. - févr. 2004	87	0	6	3	6	4	106
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier ^r	16	1	0	0	0	0	17
Février ^p	17	1	0	0	2	0	20
Cumulatif janv. - févr. 2005	33	2	0	0	2	0	37
Cumulatif janv. - févr. 2004	32	1	2	0	4	0	39
Nouvelle-Écosse							
Janvier ^r	87	0	0	10	18	5	120
Février ^p	107	2	0	0	4	1	114
Cumulatif janv. - févr. 2005	194	2	0	10	22	6	234
Cumulatif janv. - févr. 2004	206	5	22	4	86	8	331
Nouveau-Brunswick							
Janvier ^r	41	0	2	0	26	2	71
Février ^p	71	4	0	0	26	0	101
Cumulatif janv. - févr. 2005	112	4	2	0	52	2	172
Cumulatif janv. - févr. 2004	120	2	0	0	16	6	144
Québec							
Janvier ^r	866	8	179	100	853	149	2 155
Février ^p	1 991	4	250	37	1 554	166	4 002
Cumulatif janv. - févr. 2005	2 857	12	429	137	2 407	315	6 157
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 847	20	236	160	2 783	483	6 529
Ontario							
Janvier ^r	1 678	7	344	993	1 225	41	4 288
Février ^p	2 452	1	305	725	1 725	257	5 465
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 130	8	649	1 718	2 950	298	9 753
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 760	7	691	1 973	1 636	148	9 215
Manitoba							
Janvier ^r	139	0	1	0	3	0	143
Février ^p	182	0	0	9	8	0	199
Cumulatif janv. - févr. 2005	321	0	1	9	11	0	342
Cumulatif janv. - févr. 2004	340	2	11	1	58	1	413
Saskatchewan							
Janvier ^r	53	2	2	0	107	0	164
Février ^p	88	0	0	23	16	2	129
Cumulatif janv. - févr. 2005	141	2	2	23	123	2	293
Cumulatif janv. - févr. 2004	137	0	6	36	6	1	186
Alberta							
Janvier ^r	1 460	1	128	97	341	6	2 033
Février ^p	1 606	1	213	322	612	8	2 762
Cumulatif janv. - févr. 2005	3 066	2	341	419	953	14	4 795
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 565	2	284	93	1 393	10	4 347
Colombie-Britannique							
Janvier ^r	743	0	38	221	1 101	10	2 113
Février ^p	864	0	38	437	942	57	2 338
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 607	0	76	658	2 043	67	4 451
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 859	2	104	920	2 011	44	4 940

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2005

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Territoire du Yukon							
Janvier ^r	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - févr. 2005	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	0	0	0	0	0	1
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier ^r	1	0	0	0	0	0	1
Février ^p	8	0	0	0	0	0	8
Cumulatif janv. - févr. 2005	9	0	0	0	0	0	9
Cumulatif janv. - févr. 2004	10	0	0	0	0	0	10
Nunavut							
Janvier ^r	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2005	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - févr. 2004	1	0	0	0	0	0	1

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2005

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Double	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Abbotsford, Colombie-Britannique	27	0	0	27	0	0	54
Calgary, Alberta	610	0	77	201	98	0	986
Edmonton, Alberta	522	0	107	95	417	8	1 149
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	6	0	0	0	0	0	6
Halifax, Nouvelle-Écosse	46	0	0	0	4	1	51
Hamilton, Ontario	110	0	0	26	0	191	327
Kingston, Ontario	15	0	0	0	0	0	15
Kitchener, Ontario	100	0	14	49	13	3	179
London, Ontario	130	0	0	39	162	0	331
Montréal, Québec	959	0	84	21	1 239	81	2 384
Oshawa, Ontario	95	0	22	61	0	1	179
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	238	1	31	75	89	11	445
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	134	0	14	75	75	5	303
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	104	1	17	0	14	6	142
Québec, Québec	325	0	96	16	62	7	506
Regina, Saskatchewan	20	0	0	0	0	0	20
Saguenay, Québec	7	0	0	0	8	1	16
Saint John, Nouveau-Brunswick	23	1	0	0	26	0	50
Saskatoon, Saskatchewan	53	0	0	2	16	2	73
Sherbrooke, Québec	46	0	0	0	18	41	105
St. Catharines-Niagara, Ontario	56	0	6	4	0	21	87
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	24	0	0	0	2	1	27
Thunder Bay, Ontario	0	0	0	0	0	0	0
Toronto, Ontario	1 198	0	215	384	1 381	20	3 198
Trois-Rivières, Québec	19	0	0	0	20	2	41
Vancouver, Colombie-Britannique	330	0	4	293	182	18	827
Victoria, Colombie-Britannique	87	0	4	3	149	1	244
Windsor, Ontario	77	0	6	15	0	1	99
Winnipeg, Manitoba	129	0	0	9	0	0	138

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2005

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Nombre d'unités de logement							
Abbotsford, Colombie-Britannique	52	0	2	27	0	0	81
Calgary, Alberta	1 208	0	89	238	102	0	1 637
Edmonton, Alberta	1 036	0	199	145	715	11	2 106
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	10	0	0	0	0	0	10
Halifax, Nouvelle-Écosse	99	0	0	10	8	6	123
Hamilton, Ontario	248	0	66	107	0	191	612
Kingston, Ontario	28	0	2	0	0	0	30
Kitchener, Ontario	213	0	16	85	16	10	340
London, Ontario	222	0	2	63	162	1	450
Montréal, Québec	1 399	0	169	108	1 938	111	3 725
Oshawa, Ontario	188	0	64	75	0	2	329
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	367	1	54	110	110	19	661
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	217	0	30	110	87	10	454
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	150	1	24	0	23	9	207
Québec, Québec	427	0	112	22	110	9	680
Regina, Saskatchewan	38	0	0	0	43	0	81
Saguenay, Québec	8	0	2	0	32	2	44
Saint John, Nouveau-Brunswick	31	1	0	0	26	0	58
Saskatoon, Saskatchewan	84	0	2	2	80	2	170
Sherbrooke, Québec	76	0	6	0	24	41	147
St. Catharines-Niagara, Ontario	104	0	8	31	9	22	174
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	52	0	16	0	8	1	77
Thunder Bay, Ontario	0	0	0	0	12	0	12
Toronto, Ontario	1 725	0	410	1 034	2 329	31	5 529
Trois-Rivières, Québec	25	0	0	0	24	3	52
Vancouver, Colombie-Britannique	628	0	31	481	816	24	1 980
Victoria, Colombie-Britannique	153	0	4	8	157	2	324
Windsor, Ontario	148	0	6	27	39	4	224
Winnipeg, Manitoba	230	0	1	9	3	0	243

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2005

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Janvier ^r	1 760 613	146 928	686 863	265 949	2 860 353
Février ^p	2 254 361	224 190	739 463	317 804	3 535 818
Cumulatif janv. - févr. 2005	4 014 974	371 118	1 426 326	583 753	6 396 171
Cumulatif janv. - févr. 2004	3 773 948	376 286	1 125 649	588 000	5 863 883
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier ^r	8 563	74	1 639	4 381	14 657
Février ^p	4 945	298	2 820	2 640	10 703
Cumulatif janv. - févr. 2005	13 508	372	4 459	7 021	25 360
Cumulatif janv. - févr. 2004	13 358	489	6 017	1 155	21 019
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier ^r	2 655	650	302	320	3 927
Février ^p	3 297	150	11 947	598	15 992
Cumulatif janv. - févr. 2005	5 952	800	12 249	918	19 919
Cumulatif janv. - févr. 2004	4 529	50	1 025	5 016	10 620
Nouvelle-Écosse					
Janvier ^r	18 296	622	12 447	3 794	35 159
Février ^p	21 168	2 135	11 498	701	35 502
Cumulatif janv. - févr. 2005	39 464	2 757	23 945	4 495	70 661
Cumulatif janv. - févr. 2004	44 917	2 234	29 251	6 979	83 381
Nouveau-Brunswick					
Janvier ^r	6 248	1 016	3 670	7 431	18 365
Février ^p	10 437	410	11 160	988	22 995
Cumulatif janv. - févr. 2005	16 685	1 426	14 830	8 419	41 360
Cumulatif janv. - févr. 2004	16 156	3 596	8 208	1 894	29 854
Québec					
Janvier ^r	308 350	17 764	120 418	20 418	466 950
Février ^p	547 283	36 020	107 342	35 018	725 663
Cumulatif janv. - févr. 2005	855 633	53 784	227 760	55 436	1 192 613
Cumulatif janv. - févr. 2004	851 012	85 548	250 052	105 368	1 291 980
Ontario					
Janvier ^r	745 859	69 995	233 298	148 335	1 197 487
Février ^p	861 026	110 401	325 643	199 670	1 496 740
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 606 885	180 396	558 941	348 005	2 694 227
Cumulatif janv. - févr. 2004	1 452 539	194 344	452 144	359 841	2 458 868
Manitoba					
Janvier ^r	20 299	396	14 957	2 184	37 836
Février ^p	29 799	2 150	17 393	2 783	52 125
Cumulatif janv. - févr. 2005	50 098	2 546	32 350	4 967	89 961
Cumulatif janv. - févr. 2004	52 496	10 404	22 476	15 733	101 109
Saskatchewan					
Janvier ^r	16 724	1 349	26 551	8 327	52 951
Février ^p	16 499	3 377	8 079	2 660	30 615
Cumulatif janv. - févr. 2005	33 223	4 726	34 630	10 987	83 566
Cumulatif janv. - févr. 2004	27 397	5 514	16 413	8 804	58 128
Alberta					
Janvier ^r	280 315	34 223	181 284	17 139	512 961
Février ^p	341 851	54 508	117 227	34 900	548 486
Cumulatif janv. - févr. 2005	622 166	88 731	298 511	52 039	1 061 447
Cumulatif janv. - févr. 2004	493 328	42 025	156 558	37 741	729 652
Colombie-Britannique					
Janvier ^r	352 650	20 733	91 512	53 590	518 485
Février ^p	416 385	14 641	124 809	37 846	593 681
Cumulatif janv. - févr. 2005	769 035	35 374	216 321	91 436	1 112 166
Cumulatif janv. - févr. 2004	814 243	31 819	176 116	32 477	1 054 655

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2005

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
Territoire du Yukon					
Janvier ^r	398	106	474	30	1 008
Février ^p	344	90	34	0	468
Cumulatif janv. - févr. 2005	742	196	508	30	1 476
Cumulatif janv. - févr. 2004	453	36	491	467	1 447
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier ^r	253	0	311	0	564
Février ^p	1 327	10	1 109	0	2 446
Cumulatif janv. - févr. 2005	1 580	10	1 420	0	3 010
Cumulatif janv. - févr. 2004	2 620	227	6 868	4 005	13 720
Nunavut					
Janvier ^r	3	0	0	0	3
Février ^p	0	0	402	0	402
Cumulatif janv. - févr. 2005	3	0	402	0	405
Cumulatif janv. - févr. 2004	900	0	30	8 520	9 450

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2005

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford, Colombie-Britannique	8 518	1 303	4 800	1 141	15 762
Calgary, Alberta	145 580	14 320	64 927	10 960	235 787
Edmonton, Alberta	106 226	5 125	16 849	14 751	142 951
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	1 603	385	1 123	1 278	4 389
Halifax, Nouvelle-Écosse	10 888	1 140	7 226	200	19 454
Hamilton, Ontario	38 146	873	2 035	14 101	55 155
Kingston, Ontario	2 212	110	5 786	21	8 129
Kitchener, Ontario	27 215	1 770	9 808	1 434	40 227
London, Ontario	39 481	7 611	11 994	1 938	61 024
Montréal, Québec	320 599	23 848	65 522	18 777	428 746
Oshawa, Ontario	28 869	16 021	2 573	9 450	56 913
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	64 307	430	53 648	79 433	197 818
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	43 091	78	51 174	78 851	173 194
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	21 216	352	2 474	582	24 624
Québec, Québec	71 189	572	15 133	4 390	91 284
Regina, Saskatchewan	3 583	2 728	1 632	682	8 625
Saguenay, Québec	2 197	350	125	287	2 959
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 610	80	2 271	58	7 019
Saskatoon, Saskatchewan	7 914	649	3 080	1 860	13 503
Sherbrooke, Québec	11 470	706	2 610	273	15 059
St. Catharines-Niagara, Ontario	12 809	497	4 889	12 440	30 635
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	4 229	198	1 610	136	6 173
Thunder Bay, Ontario	99	72	6 916	9 504	16 591
Toronto, Ontario	508 377	65 354	174 933	64 387	813 051
Trois-Rivières, Québec	4 947	280	1 926	1 395	8 548
Vancouver, Colombie-Britannique	174 824	7 814	78 689	18 696	280 023
Victoria, Colombie-Britannique	51 307	184	5 152	6 649	63 292
Windsor, Ontario	16 692	2 092	2 634	8	21 426
Winnipeg, Manitoba	20 917	146	14 499	1 200	36 762

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - février 2005

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford, Colombie-Britannique	13 179	7 377	5 990	1 141	27 687
Calgary, Alberta	257 583	23 641	97 333	15 302	393 859
Edmonton, Alberta	212 521	23 511	77 847	24 138	338 017
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	3 424	427	9 328	6 404	19 583
Halifax, Nouvelle-Écosse	22 252	1 140	16 486	267	40 145
Hamilton, Ontario	88 496	1 913	12 867	16 661	119 937
Kingston, Ontario	4 844	212	7 236	3 111	15 403
Kitchener, Ontario	53 549	4 502	27 534	2 391	87 976
London, Ontario	58 188	11 058	23 779	7 882	100 907
Montréal, Québec	518 277	33 352	153 269	20 308	725 206
Oshawa, Ontario	57 079	17 425	17 107	9 486	101 097
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	97 900	7 578	82 391	90 175	278 044
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	67 352	6 226	77 734	89 298	240 610
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	30 548	1 352	4 657	877	37 434
Québec, Québec	92 212	887	19 310	6 548	118 957
Regina, Saskatchewan	9 944	2 728	20 501	7 314	40 487
Saguenay, Québec	4 994	488	207	937	6 626
Saint John, Nouveau-Brunswick	5 786	103	3 069	60	9 018
Saskatoon, Saskatchewan	17 527	1 525	5 133	2 932	27 117
Sherbrooke, Québec	17 539	1 071	4 680	448	23 738
St. Catharines-Niagara, Ontario	27 139	853	10 669	12 543	51 204
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	11 908	203	2 855	3 715	18 681
Thunder Bay, Ontario	931	5 483	8 554	16 822	31 790
Toronto, Ontario	929 369	101 268	264 720	122 997	1 418 354
Trois-Rivières, Québec	6 722	1 094	8 051	1 395	17 262
Vancouver, Colombie-Britannique	384 549	12 664	148 921	40 889	587 023
Victoria, Colombie-Britannique	69 709	4 918	7 592	6 699	88 918
Windsor, Ontario	32 238	3 139	6 775	9 315	51 467
Winnipeg, Manitoba	35 456	326	23 299	2 979	62 060

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2005

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	1 281 457	5 758	12 695	14 334	12 558	178 380	635 714
Industriel	224 190	298	150	2 135	410	36 020	110 401
Usines, fabriques	137 099	0	0	1 646	0	24 263	76 052
Transports, services	45 925	0	0	0	0	3 476	17 593
Mines et agriculture	9 221	0	0	0	0	1 350	2 922
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	31 945	298	150	489	410	6 931	13 834
Commercial	739 463	2 820	11 947	11 498	11 160	107 342	325 643
Commerces et services	161 452	393	1 252	1 508	5 926	31 358	58 901
Entrepôts	90 000	0	0	731	0	6 135	38 946
Postes d'essence	14 230	0	0	3 908	0	6 722	2 000
Édifices à bureaux	215 045	500	0	0	750	12 912	151 938
Loisirs	69 296	0	0	1 407	439	14 400	8 816
Hôtels, restaurants	41 038	500	0	971	1 600	13 099	9 621
Laboratoires	22 822	0	10 500	0	0	0	8 850
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	125 580	1 427	195	2 973	2 445	22 716	46 571
Institutionnel et gouvernemental	317 804	2 640	598	701	988	35 018	199 670
Écoles, éducation	112 076	0	338	0	0	6 143	90 283
Hôpitaux, médical	90 407	0	0	0	770	7 941	66 990
Bien-être, foyers	51 077	2 500	0	0	0	6 598	10 787
Églises, religion	5 079	0	0	0	0	350	4 479
Bureaux gouvernementaux	40 528	0	0	0	0	9 591	20 392
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	18 637	140	260	701	218	4 395	6 739
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	22 326	14 116	206 635	177 296	124	1 119	402
Industriel	2 150	3 377	54 508	14 641	90	10	0
Usines, fabriques	380	0	30 466	4 292	0	0	0
Transports, services	0	3 028	21 428	400	0	0	0
Mines et agriculture	1 000	0	0	3 949	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	770	349	2 614	6 000	90	10	0
Commercial	17 393	8 079	117 227	124 809	34	1 109	402
Commerces et services	3 570	2 335	35 419	20 790	0	0	0
Entrepôts	550	0	23 880	19 758	0	0	0
Postes d'essence	0	0	500	1 100	0	0	0
Édifices à bureaux	250	1 103	23 968	22 724	0	500	400
Loisirs	8 884	0	10 076	25 274	0	0	0
Hôtels, restaurants	250	761	3 504	10 732	0	0	0
Laboratoires	0	0	2 522	950	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	3 889	3 880	17 358	23 481	34	609	2
Institutionnel et gouvernemental	2 783	2 660	34 900	37 846	0	0	0
Écoles, éducation	850	1 544	9 238	3 680	0	0	0
Hôpitaux, médical	1 136	0	5 614	7 956	0	0	0
Bien-être, foyers	0	0	12 300	18 892	0	0	0
Églises, religion	0	0	250	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	0	0	5 750	4 795	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	797	1 116	1 748	2 523	0	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2 380 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (n° 61-223-X au catalogue) et « Investissements privés et publics » (n° 61-205-X au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle . Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle . Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale . Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale . Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale . Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile . Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet . Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée . Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée . Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements . Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation . Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2001. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2001 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2001. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2001. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2004, plus de 99% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-4646 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008, 026-0010, 026-0015.

Appendice I

Abréviations géographiques

A.R. - Agglomération de recensement	PD - Planning District
BOR - Borough	PDR - Planning District Remainder
C - City	RCR - Rural County Remainder
C.A. - Census Agglomeration	RGM - Regional Municipality
CC - Chartered Community	R.M.R. - Région métropolitaine de recensement
CDR - Census Division Remainder	RDR - Regional District Remainder
CM - County (Municipality)	RM - Rural Municipality
C.M.A. - Census Metropolitan Area	RV - Resort Village
COM - Community	SA - Special Area
CR - County Remainder	S-E - Indian Settlement/Établissement indien
CT - Canton	SCM - Subdivision of County Municipality
CU - Cantons-Unis	SD - Sans désignation
DM - District (Municipality)	SET - Settlement
HAM - Hamlet	SM - Specialize Municipality
ID - Improvement District	SRD - Subdivision of Regional District
IGD - Indian Government District	SUN - Subdivision of Unorganized District
LGD - Local Government District	SV - Summer Village
LOT - Lot and Royalty	T - Town
M - Municipalité	T.N.O. - Territoires du Nord-Ouest
MD - Municipal District	TP - Township
NH - Northern Hamlet	UCR - Urban County Remainder
NT - Northern Town	UNO - Unorganized/Non organisé
NV - Northern Village	V - Ville
N.W.T. - NorthWest Territories	VC - Village Cri
P - Paroisse	VL - Village
PAR - Parish	VN - Village Nordique